



### La Lettre d'information de l'UFICT-CGT Reims

#### Les mauvais coups

Les mauvais coups pleuvent !

La Municipalité, évidemment sans le dire, met en œuvre, à dose homéopathique, la triste politique de Sarkozy dénommée RGPP (« Régression » Générale des Politiques Publiques)

Pour cela, elle use de tous les stratagèmes possibles et imaginables, jurant par ailleurs, la main sur le cœur, défendre le service public.

Dans les faits que se passe-t-il ?

- les départs en retraite ne seront plus remplacés automatiquement
- tout poste vacant est l'occasion de le remettre en cause via une commission pour se donner bonne conscience
- Il n'y aurait plus de créations de poste, mais redéploiements systématiques
- des externalisations sont organisées sous différentes formes, notamment par l'envoi des personnels à la charge d'autres institutions existantes ou à créer

Evidemment tout cela se passe dans le plus grand obscurantisme, voire avec le mépris des personnels dont l'avenir et la vie intéressent peu, si la CGT n'y mettait pas son nez. C'est digne des informations que nous recevons tous les jours dans les médias où l'on voit des travailleurs se rebeller (parfois avec force) contre la façon ils sont traités ou jetés tels des kleenex.

La situation actuelle est pour beaucoup liée, nous dit-on, à l'étranglement financier des collectivités territoriales.

Mais certains événements ou certaines décisions sont pour le moins surprenantes si telle est la situation : on parle d'1 million € consacré à la communication sur Reims 2020, tous les jours ce sont de nouveaux audits qui sont lancés faisant le bonheur des cabinets du même nom et qui se bousculent désormais à la porte de la Ville. Chacune et chacun d'entre vous a sûrement en tête des exemples de gâchis ou du peu d'informations ou d'état des lieux après les analyses résultant de ces audits. Qui évalue, quand et comment ?

A l'UFICT-CGT, nous pensons que cette situation est lamentable et préjudiciable à la bonne marche des services :

- la transversalité (qui existait hier naturellement) a aujourd'hui disparu et on peut dire qu'elle n'est pas l'apanage des élus eux-mêmes tant les contradictions sont évidentes et tant c'est celui qui parle le plus fort qui pense qu'il emporte le morceau
- nous apprenons que des élus veulent ni plus ni moins s'installer dans les directions et ainsi remettre en question le positionnement des services dans leur rôle de préparateur de décisions, de conseillers voire de mise en garde et de la sorte totalement nier le savoir faire dont les fonctionnaires ont fait preuve depuis un temps certain et surtout considérer que les formations reçues par les uns et par les autres sont nulles et non avenues...
- on assiste aujourd'hui à une montée du mécontentement des personnels, à un « divorce » profond entre les élus et les personnels (hormis les frais embauchés)
- la multiplication de recrutements de « Grands y a qu'à » met non seulement à mal le statut, mais aussi l'expérience acquise.

Encore une fois, nous pensons qu'il faut arrêter tout cela dans les méthodes employées. Ce n'est nullement le programme du « Nouveau Reims » (et dont nombre d'objectifs sont louables et qui avaient l'adhésion des personnels) qui est en cause, mais bien la méthode qui a été et qui est utilisée.

**A l'instar d'une récente émission de télé portant réflexion sur le « jeu de la mort »,  
Où s'arrêteront-ils ?**

**Cela dépend de nous tous !**



## 23 Mars : Grève et Manifestation !

- ▶ Amplifier les mouvements revendicatifs en cours
- ▶ Se retrouver nombreuses et nombreux, privé/public, actifs/retraités dans la grève et les manifestations.
- ▶ Peser durablement par toutes les formes d'actions pour gagner

**Sécurisons le présent et l'avenir !  
Ensemble le 23 mars pour des salaires décents,  
des emplois durables et des retraites de qualité.**

**Manifestons : 10 h Maison des Syndicats**



## Dialogue social : des révolutions sont nécessaires

On ne peut pas dire que jusqu'à présent le dialogue social ait brillé depuis l'arrivée de la nouvelle Municipalité. C'était pourtant un objectif annoncé comme prioritaire.

Cet objectif a bien vite été oublié après la grand messe de René TYS du 4 juin 2008 et depuis, il ne s'est pas passé de commissions paritaires (CAP et CTP) où nous n'avons eu à déplorer le manque d'écoute et de dialogue.

Le conflit de l'an dernier est venu illustrer ce manque de dialogue, ainsi que la tenue des CAP au sujet des promotions. Les exemples pourraient être multipliés.

Il y a bien eu çà et là des soubresauts qui ont permis de trouver (ou plutôt d'imposer) des avancées ; c'est le cas avec la déprécarisation des personnels de la CDEP (Caisse des Ecoles Publiques).

Pour le reste, malgré des effets d'annonces, il est difficile de voir les choses bouger réellement.

Pour que l'on puisse parler de dialogue social, il faudra bien tôt ou tard que ce ne soit pas un monologue des élus ou de l'Administration, mais que ceux-ci acceptent la contradiction, acceptent d'entendre les arguments des uns et des autres, les prennent en compte, et que l'on ne tombe pas comme nous l'avons entendu au dernier

CTP : si cela ne vous convient pas, vous pouvez aller voir ailleurs.

Autrement dit : on se soumet ou on se démet !

Voilà des propos peu dignes.

Décidément oui, il faudrait une révolution dans le dialogue social et dans le management de la maison.

## Coup de gueule :

Et voilà que l'on reparle de déménagements...

Ce n'est évidemment pas fortuit tant la réorganisation et les divers va et vient ont été faits sans réel projet cohérent et ont abouti au final à plus de lieux qu'avant ce qui a un coût non négligeable.

Parmi les aberrations de ces déménagements faits d'ailleurs sans la moindre concertation, celle de mettre le bureau du courrier à Reims Métropole constitue probablement le summum ! Les départs courriers sont retardés de 24 h au minimum à 48 h si par malheur le départ de l'Hôtel de Ville est fait l'après-midi. Mais il fallait faire de la place à ....

Les premiers à déplorer cet état de fait sont les agents du courrier qui bien sûr ne sont pour rien dans tous les retards, mais les méandres sont devenus maintenant tellement complexes et hasardeux qu'il n'y a plus une semaine où n'apparaisse sur la messagerie interne un message à la recherche d'un parapheur, d'un courrier, etc ....

Sur les déménagements, des bruits courent à nouveau : il faudrait vendre du patrimoine, donc il faudra vider des locaux onéreux.

## NBI

De plus en plus de collègues sont exaspérés du temps que prend la DRH pour répondre à leur demande d'octroi de la NBI.

Force est de reconnaître que si les suppressions de NBI se font sans attendre, les accords prennent beaucoup de temps.

A chaque fois que nous interpellons la DRH sur le sujet on nous répond que c'est compliqué et qu'il faut traiter chaque poste un par un.

Néanmoins, cela commence à bien faire et si çà continue, nous serons obligés de considérer la non réponse de l'Administration comme un refus d'appliquer un droit. Le recours à la justice va s'imposer !

Et n'oublions pas que si la municipalité joue la montre, elle n'économisera pas le moindre centime sur le dos des agents car l'octroi devra se faire avec **effet rétroactif**.

Alors si les réponses ne viennent pas très rapidement il va falloir montrer notre mécontentement.